**Les nouveaux défis de l’Asie**

1. **Des économies qui doivent s’adapter :**
2. **La nécessité de l’innovation :**
3. **La stagnation des économies développées :**

Le Japon et les 4 dragons ont été les premiers à basculer dans une économie de l’innovation, grâce à une politique volontariste dans les années 80-90. Aujourd’hui ce sont les leaders mondiaux dans la R&D= la Corée est première, le Japon dépense 3,3% de son PIB en R&D, loin devant les US (2,8) et la Chine (2,2). Cette transformation a permis la mise en place de technopoles de haute volée au sein de métropoles devenues de véritables smart-cities. Les FTN sont devenues des leaders mondiaux, comme les constructeurs automobiles japonais -Toyota, Nissan, Suzuki, Honda,…), les entreprises de télécom (Sonu japonais, Samsung coréens), ou encore la bureautique (les japonais Epson, NEC,…).

Ces économies connaissent cependant depuis la crise asiatique des années 97-8 une stagnation de leur croissance, qui est atone puis plus de trente ans pour la Japon, plombé en plus par sa démographie catastrophique. Face à ce marasme, le Japon tente de sortir de la stagnation grâce à ces « 3 flèches » : relance budgétaire, dévaluation répétée du Yen et tentative de libéralisation et d’ouverture de l’économie. Cependant les deux premiers ont peu d’effets, tandis que le troisième a du mal à s’imposer dans une économie qui reste très protégée, notamment par des normes de sécurité machiavélique qui sont en réalité autant de barrières douanières réglementaires.

1. **L’adaptation de l’économie chinoise :**

L’économie chinoise fait face aujourd’hui à la nécessité de changer de modèle face à la montée des salaires (multiplication des mouvements sociaux à partir de 20190 vague de suicide à Foxconn à Shenzhen) et la baisse démographique, ainsi que par la volonté de moins dépendre des marchés extérieurs, fragilité majeure de l’économie chinoise. La guerre commerciale entamée par les Etats-Unis a fortifié cette optique. Pour cela il a été décidé par le PCC de se tourner vers l’innovation mais aussi vers les forces intérieures, tant dans la consommation que dans la production. Pour cela la Chine a lancé en 2015 le plan « Made in China 2025», relancé depuis dans le « China standarts 2025 ». Ce plan prévoit la multiplication des investissements dans la R&D et parallèlement la baisse des activités d’assemblage et de réexportation, base de l’économie chinoise, pour des activités de production propre : l’idée est de créer des biens de haute technologie avec des composants très majoritairement chinois. Ce plan a été couplé avec les nouvelles orientations chinoises pour améliorer la consommation chinoise par une hausse des salaires, afin qu’elle devienne le principal moteur de l’économie chinoise.

La Chine a connu une certaine réussite, avec depuis 2000 le doublement des dépenses de R&D pour atteindre 2,3% du PIB. Pour cela la Chine s’est aussi appuyée sur une politique d’éducation d’excellence, le quart de la population active étant désormais dotée d’un diplôme universitaire, même moyenne que l’UE, tandis que 10 fois plus d’étudiants sortent diplômés en sciences chaque année qu’aux Etats-Unis. Dès lors la Chine a développé ses territoires de l’innovation, notamment présenté par la technopole pékinoise de Zhongguancun, réunissant 40 universités, 210 instituts de recherche internationaux, produisant plus de start-up chaque année que la Silicon Valley, lieu de naissance de TikTok. La Chine a su se développer notamment dans les entreprises de téléphonie et hardware, ainsi que de service numérique, avec des puissantes FTN (BAXT), renforcé par l’interdiction des entreprises étrangères dans ce domaine et l’appétence de sa population pour ces technologies. Huawei en est le principal représentant, avec plus de vingt labo à l’étranger dont 16 en Europe, leader de dépôt de brevet dans le secteur. Cependant cette percé technologique est freinée à la fois par la politique de reprise en main chinoise depuis XI Jin Ping et par la guerre commerciale américaine. Ainsi depuis l’arrivée de Xi Jin Ping les Tycoon (patrons puissants en Asie) sont repris en mains dès qu’ils deviennent trop puissants et internationalisés= ce fut le cas de Jack Ma pour Alibaba en 2020, ou de Didi Chuxing, le Uber chinois, qui dur renoncé à son introduction en bourse à NY sur ordre du parti. De la même façon, les autorités américaines ont jugé dès 2012 Huwei « comme une menace pour la sécurité nationale » : la perte de nombreux marchés notamment sur la 5G (Etats-Unis, Angleterre,…), l’interdiction d’utiliser les services de Google ou Apple a affaibli la firme.

Cette réorientation s’est aussi fait sentir par la baisse sensible des mécanismes de l’ancien modèle : les activités d’assemblage ne constituent plus que 15% du PIB chinois, au profit des productions propres, tandis que les exportations tout court ont été divisées par deux depuis 2005 ( 40 à 20% du PIB). Cependant la consommation reste un moteur au ralenti, malgré les nombreux plans de relance de l’Etat chinois, avec environ 40% du PIB (plus de 60% en moyenne pour les pays dvpés)= face au manque d’Etat providence, les ménages chinois préfèrent toujours épargner.

L’économie chinoise reste cependant encore fragile. Outre les problèmes démographiques, de sur-investissement et de bulle, ainsi que de dépendance au marché mondial, ajoutons deux obstacles :

* L’endettement : si la dette publique chinoise n’est officiellement que de 66%, c’est parce qu’elle est en grande partie répartie sur les autorités locales, qui elles sont très largement endettées. Les municipalités dans l’enthousiasme général se sont en effet lourdement endettées auprès des banques chinoises, et beaucoup se retrouvent étranglées. La dette chinoise reste cependant aux mains des banques et des particuliers chinois, un classique de la dette asiatique (Japon pareil, champion du monde, idem pour la Corée du sud). Cela dit la baisse des excédents commerciaux réguliers devraient faire baisser les réserves de change et obliger à émettre à terme de la dette internationale ce qui poserait un autre problème. Plus grave est cependant le poids de la dette privée : les entreprises chinoises se sont super-endettées auprès des banques chinoises dans leur politique d’expansion à tout prix (par exemple le Canadien Nexen pétrolier a été racheté à 60% au-dessus de son prix du marché en 2013 par CNOOC, pétrolier chinois) : cette dette atteindrait 160% du PIB. Plusieurs entreprises très lourdement endettées sont désormais au bord de la faillite (es « entreprises zombies » et pour les plus grosses les « rhinocéros gris » selon les Chinois), leur charge dette devenant plus importante que leur bénéfice avec le ralentissement de l’économie (covid) et de la croissance chinoise : HNA, conglomérat autour de l’aéronautique, a du être démantelé en 2021 sous une montagne de dette. En tout, privée et publique, la dette chinoise atteindrait en réalité 335% du PIB… Le Japon et la Corée sont dans la même situation : une dette immense, mais aux mains des banques nationales, qui risquent cependant de devoir s’ouvrir aux financements étrangers dans un futur proche, les réserves n’étant pas infinies, rentrant dès lors dans une problématique bien plus grave
* Domination technologique occidentale et guerre commerciale : la Chine reste extrêmement dépendante de l’étranger, avec un taux d’ouverture de 35%, et notamment de l’UE et des Etats-Unis qui absorbent 2/3 de son commerce. Son plan de développement de la consommation intérieure n’atteint pas pour l‘instant les effets souhaités : la classe moyenne ne compose que un tiers de a pppuatin, et e PIB par ht est de 10.000 $, a BIRD fixant le seuil de pays dvpé à 13.000. Dans ce cadre le retour du protectionnisme, la guerre commerciale lancée par Trump, la méfiance croissante de ‘UE sont autant de mauvaises nouvelles. Certes elles vont permettre de hâter la transition chinoise vers un modèle plus autonome, mais entre-temps l‘économie souffre, et pas seulement pour ses exportations. La montée en gamme de la Chine l’oblige en effet à importer massivement des produits d’assemblage de haute technologie, produits essentiellement par les US et leurs alliés. C’est notamment le cas des circuits intégrés (semi conducteurs), dont le coût d’importation est deux fois celui du pétrole pour la Chine, qui équipent notamment les robots industriels. Depuis 2018 les US ont interdit leurs vente à ZTE pour avoir commercé avec la Corée du Nord et l’Iran, mettant en jeu sa survie. Plus globalement, toute la Chine est concernée, Huawei ayant vu en 2020 pour la première fois son chiffre d’affaire chuter. Des investissements énormes ont été mis en place dans le cadre du plan « made in China 2025 », mais pour l’instant les entreprises chinoises n’arrivent pas à rattraper leur retard technologique sur ce secteur.
1. **Les autres :**

Les pays d’Asie du sud-est profite de la montée en gamme de la Chine et de la guerre commerciale, avec un redéploiement industriel vers eux. La taxe de 25% américaine sur les puces et semi-conducteurs chinois a ainsi accéléré une relocalisation vers les Philippines, le Vietnam et l’Indonésie. Parallèlement les économies les plus développées tentent de prendre aussi le tournant de l’innovation : c’est par exemple le cas en Malaisie avec la mise en place d’un vaste territoire technologique entre Kuala Lumpur et son aéroport, ou en Thailande avec la grande technopole du sud-est de Bangkok.

L’Inde tente aussi de monter en gamme, mais elle tente surtout d’imiter le modèle d’assemblage-réexportation chinois, en l’encourageant par une politique libérale encore accentuée par Modri. Le modèle semble faire long feu, notamment face à la résistance du secteur public et le une population pas assez éduquée. La moitié des grandes entreprises indiennes restent publiques, et génèrent encore 25% du PIB, mais sur des modèles peu compétitifs et obsolètes. Pire, le secteur manufacturier a même baissé à 15% du PIB, contre les 25% annoncés.

1. **Les enjeux de l‘énergie :**

Le rapide développement des pays d’Asie a entraîné une consommation d’énergie énorme, la première au monde actuellement (45,5%) Cependant le décollage industriel de ces pays se heurtent à des obstacles que n’ont pas connu les occidentaux à l‘époque (mais le Japon oui, d’où l’expansion en Chine) : d’abord ils ne connaissent pas de réserves énergétiques importantes, à part le charbon, et sont donc dépendants d’importations énormes et fragiles, rentrant en concurrence entre eux, ce qui donne une dimension géopolitique importante à a gestion de l‘énergie  ; ensuite les problèmes d’environnement, le continent étant l‘espace le plus pollué au monde.

1. **Le premier foyer de consommation mondial :**

La conso énergétique a été multipliée par 8,5 depuis 1870, faisant du continent aujourd’hui le plus gros consommateur, avec 45% de la conso mondiale, tirée notamment par la Chine et l’Inde. Seul le Japon a vu sa conso baisser depuis les années 2020, revenu au niveau de 1990 aujourd’hui. Cette conso a permis notamment l’essor de la production électrique, avec aujourd’hui une Asie de l’est totalement raccordée, et une Asie du sud en passe de l’être.

Le mix énergétique est très largement mené par le charbon, du fait de son abondance et de la rareté des autres énergies. Il représente 47% de la conso énergétique de l’Asie, contre 27% en moyenne dans le monde, pour seulement 25% pour le pétrole contre 33% dans le monde, renforçant même sa présence depuis les années 2000 ( de 40 à 47%). Cette situation est surtout due aux mix de la Chine, de l’Inde et de l’Indonésie, les autres pays connaissant un mix plus équilibré. Cette utilisation du charbon entraine évidemment des conséquences environnementales dramatiques, avec 50% des émissions de CO2 mondiales, 28% pour la Chine (2ème) et 7% pour l’Inde (3ème). Cette conso s’est appuyée sur une production nationale, la ressource étant la seule ressource énergétique importante, la Chine couvrant à elle seule plus de 50% de la production mondiale, grâce à ses vastes bassins du Xinjiang, de Mongolie et de Mandchourie, l’Inde disposant de larges gisements dans l’est, l’Indonésie étant aussi riche en charbon. Elle est privilégiée car les ressources en hydrocarbures sont restreintes, avec à peine 2,5% des réserves mondiales et 8% de la production. La Chine, l’Inde et l’Indonésie sont les principaux producteurs de pétroles, avec des productions concentrées dans le Xinjiang, Mongolie, Sichuan, à l’ouest de l’Inde dans le Gujarat . La production tente de se développer par le off-shore dans le golfe du Bengale et en mer de Chine. La production de gaz est sur les mêmes standards. Cependant la Chine semble posséder dans l’ouest de larges réserves de gaz de schiste, qu’elle a commencé à extraire avec l’aide de compagnies occidentales.

1. **Les stratégies énergétiques :**

Les stratégies énergétiques en Asie ont d’abord été fondées sur la sécurisation de l’approvisionnement dans un secteur stratégique, qui était la base des politiques de développement. Dans ce contexte l’Etat a toujours été central dans ce domaine, avec un secteur largement public. En Inde comme en Chine les entreprises sont des entreprises d’Etat (en Chine la CNOOC et la CNPpour l’exploitation, la Sinopec pour la raffinerie par exemple), de même qu’au Japon au départ. L’Etat fixait et fixe encore les objectifs en matière d’énergie. Depuis les années 90 les stratégies ont cependant évolué, avec une volonté de rendre ces entreprises concurrentielles et adaptées au marché mondial : plusieurs entreprises ont été privatisées, comme au Japon et en Inde, et les secteurs libéralisés avec possibilité d’IDE. En Chine elles restent sous le contrôle de l’Etat et conservent le monopole intérieur, mais ont reçu plus d’autonomie. D’autre part ces entreprises ont été encouragés à investir à l’étranger pour sécuriser les approvisionnements mais aussi acquérir des compétences techniques (dans le cadre dela « Go out policy » chinoise de 2002 par exemple) : depuis 2000 plus d’un millier d’acquisitions ont été faites à l’étranger, surtout par des entreprises japonaises et chinoises, dont 40% dans la région asiatique, mais 20% en Amérique du nord et 13% en Afrique, 10% en Amérique du sud.

Pour sécuriser les approvisionnements, l’Asie s’est engagée dans la diversification. Diversification des approvisionnements d’abord, avec un approvisionnement moins dépendant du PMO (90% du pétrole encore néanmoins), avec des contrats avec la Russie (premier fournisseur avec l’Arabie saoudite), l’Afrique (Angola, Nigéria, Soudan) et l’Amérique du sud. Mais aussi diversification dans le mix énergétique. Le gaz est en plein essor, n’occupant que 12% du mix énergétique cependant contre 34% au niveau mondial, poussé aussi car c’est la moins polluante des énergies fossiles. Le nucléaire est aussi développé dans la région, d’abord par le Japon et la Corée après la crise de 73, puis aujourd’hui par la Chine et par l’Inde, alors que Fukushima a stoppé le Japon mais n’a pas impacte les deux géants qui assument leur dvpt nuclaire. L’Asie est ainsi la seule région du monde où le nucléaire a progressé après 2011 et Fukushima, et ce malgré l’arrêt du Japon. La Chine a multiplié sa production par 20 en vingt ans, voulant porter la part du nucléaire à 10% en 2035 ; l’Inde compte tripler sa production d’ici 2030 et porter la part à 25% d’ici 2050. Par ailleurs l’Asie est devenu un acteur de l’exportation du nucléaire, avec le Japon et la Corée qui sont des leaders du marché, mais rejoint par la Chine qui a vendu récemment des centrales à l’Argentine et au Pakistan, et qui maîtrise l’EPR depuis sa construction à Taishan en collaboration avec EDF.

La stratégie énergétique des pays asiatiques s’est récemment tournée vers la transition, qui est devenue l’axe prioritaire. Leur part est cependant encore très modeste : 5% en 2020 dans le mix énergétique. L’effort le plus significatif est venu de la Chine, poussée par sa population face à la pollution gigantesque et sa volonté de s’imposer comme une puissance de demain. Premier émetteur de gaz à effet de serre, elle est aussi devenu le premier investisseur mondial dans les énergies renouvelables, loin devant les US, depuis 2012 est le XIIème plan quinquennal qui en a fait une priorité : l’objectif est d’obtenir le plafonnement des émissions en 2020 et la neutralité carbone en 2060. La Chine est ainsi devenue le premier producteur au monde en hydroélectricité (30% de la Y mondiale), en éolien (40%) et en photovoltaique (36%), tandis qu’un plan charbon a été lancé pour diminuer la dépendance. De puissants groupes ont été créés comme Yingli leader du photovoltaique ou Sinovle dans l’éolien, qui exportent vers les pays développés, et développent la puissance économique chinoise. Les autres pays ont suivi la même voie : le Japon depuis 2010 est le troisième investisseur mondial dans le renouvelable, l’Inde étant le quatrième, engagée depuis 2015 dans la transition. La part du renouvelable est désormais de 10%, multiplié par 4 depuis 2010, la neutralité carbone étant évoquée pour 2100. Cependant derrière ses objectifs la réalité demeure plus nuancée : la dépendance aux non renouvelables restent hyper importantes, et notamment au charbon, 90% des projets de nouvelles centrales thermiques se trouvant en Asie. D’autre part derrière les annonces le financement et les projets ne suivent pas toujours, et les objectifs affichées semblent difficilement tenables, faisant office plus d’effet d’annonce que de réalité concrètes.

1. **Un outil géopolitique :**

La politique énergétique a été un moyen de développer son influence, notamment pour la Chine. Les grands groupes chinois soutenus par les banques publiques et l’Etat ont multiplié les IDE dans de nombreux pays dans le secteur énergétique, en échange d’exportation vers la Chine. Le monde entier est concerné : Vénézuela, Brésil, Bolivie en Amsud, Soudan, Ghana, Angola en Afrique. Longtemps réticents par crainte du caractère volatile de la région, la Chine s’est aussi plus récemment impliquée au PMO, profitant du retrait US. Ils sont désormais très présents en Irak et en Iran, dans l’axe chiite, mais se sont depuis 2014 développés dans les monarchies sunnites, comme en EAU : le patronage du récent rapprochement Arabie Saoudite/Iran révèle cette nouvelle influence. La Russie constitue un partenaire crucial depuis les années 2010 et le retournement de la Russie vers la Chine suite aux conflits européens. Plusieurs contrats ont été signés depuis 2009 pour l’exportation de pétrole et la coexploitation de gisements en Sibérie, avec des IDE chinois importants, un pipeline ayant été mis en fonction en 2011. En 2014 un immense contrat gazier a été signé, avec un gazoduc, le Power of Siberia, bientôt doublé. La Russie est désormais le premier fournisseur en énergie de la Chine avec l’Arabie saoudite. Cette politique a été confirmée et renforcée par la BRI, qui vise à construire un réseau de gazoducs et d’oléoducs entre la Chine et l’Asie centrale, sécurisant l’approvisionnement chinois et contournant les points chauds comme Malacca (projet avec la Birmanie et avec le Pakistan). Elle s’accompagne du financement de très nombreuses infrastructures énergétiques, permettant de consolider l’influence chinoise et d’offrir des contrats juteux à ses entreprises. L’Inde poursuit à une bien moindre échelle la même politique, avec des investissements sur la façade est de l’Afrique : Mozambique, Soudan du sud, Soudan).

L’énergie constitue d’autre part une élément important des rapports de force régionaux. Ainsi la stratégie en collier de perle développée par les Chinois depuis les années 2000 intégrées désormais dans le volet maritime de la BRI vise à sécuriser les lignes d’approvisionnement chinoises et de doubler les passages non contrôlés. Parallèlement des conflits opposent la Chine à ses voisins pour le contrôle de réserves off-shore en mer de Chine : Diaoyu et Paracels, où la Chine a commencé à forer en 2013. L’Inde est quant à elle en partie bloquée par son environnement immédiat hostile (Pakistan) et à la concurrence chinoise (Myanmar). Ainsi leur grand projet de gazoduc TAPI visant à relier le Turkménistan par l’Afghanistan et le Pakistan, lancé en 1995, a été bloqué jusqu’en 2015, et bouge lentement. Pour contourner ce problème et faire face à la concurrence chinoise, ils s’engagent en mer de Chine, collaborant avec le Vietnam pour la prospection et pétrolière, et tentent de développer une réponse navale au collier de perle chinois (Nicobar, Adaman, …) Quand aux Japonais, dans l’après Fukushima, ils réinvestissent les voies maritimes les reliant au pétrole, et notamment Malacca.

Dans ce contexte l’Asie centrale redevient un enjeu central, avec le Turkménistan, l’Ouzbékistan et le Kazakhstan tous trois producteurs et disposant peut-être de réserves importantes, et ayant axé leur développement sur la production et l’exportation. Ces nouveaux pays issus de l’éclatement soviétique connaissent une grande instabilité, entre économie mafieuses, dictatures aux traits post-soviétiques évidents, et insurrections de l’islamisme radical, sans parler de leurs tensions frontalières, permettant l’influence des puissances extérieures. Cela renouvelle la politique du « Grand Jeu » du XIXème siècle, où les Anglais s’opposaient aux Russe dans la région. Dans les années 90-2000 les Russes ont tenté de conserver leur monopole dans la région, avec la CEI, puis l’OTSC (organisation du traité de sécurité collective) à volet militaire avec bases russes et possibilité d’intervention, et enfin la Communauté économique eurasienne, zone de libre-échange. Ils s’imposent dès lors comme le garant de la paix dans un espace troublé où les antagonismes sont forts et les frontières mal tracées, et les gardiens des hydrocarbures de la région. Mais ils se sont trouvés confrontés très vites à la politique des occidentaux qui ont construit des tubes contournant la Russie vers l’Europe, comme le BTC et le BTE, et plus récemment le TANAP (Azerbaidjian-Mediterranée en 2005 et 2006 et 2019). A partir du milieu des années 2000 la Chine fait une entrée remarquée (volonté de puissance, développement du Xinjiang) en développant un réseau de tubes reliant le Turkménistan et le Kazakhstan à la Chine, et en lançant des consortium d’exploitation avec les compagnies nationales locales, renforcé dans le projet BRI. Leur influence grandit avec la coopération de Shanghai, où ils se trouvent clairement les maîtres du jeu, l’Asie centrale menaçant de devenir une périphérie chinoise, la Russie devenant marginalisée, d’autant plus que des tubes sont créés contournant la Russie pour relier directement l’Iran et le PMO à la Chine. Enfin d’autres puissances rentrent dans le jeu d’Asie central : c’est notamment l’Inde avec son projet TAPI depuis le Turkménistan, mais aussi la Turquie qui se tourne vers l’espace turque et Turkmène, avec une politique fondée sur l’OET, l’organisation des Etats turciques, et qui connait une influence nouvelle, sur fond de développement des pipeline allant vers la Méditerranée et soutenu par les occidentaux. Sa nouvelle puissance s’est notamment vue dans son soutien à l’Azerbaidjian face à l’Arménie, profitant de l’affaiblissement russe.

Enfin la transition énergétique constitue aussi un champ géopolitique important. La Chine veut ainsi devenir le leader mondial des ENR, maitrisant les technologies grâce à des investissements massifs dans la recherche (30% des brevets du secteur), mais aussi la construction grâce à des entreprises leaders du secteur arrosés de subvention et de dumping, et enfin la production de métaux rares. Dans les années 90 grâce à des coûts de production faibles, un dumping permanent et une législation environnementale nulle, la Chine a gagné un quais monopole de l’extraction de terres rares, les investisseurs occidentaux fermant leurs mines chez eux pour les ouvrir en Chine ou importer : en 2018 la Chine détenait 85% de la production de terres rares. Une fois ce monopole créé, la Chine l’a utilisé comme outil géopolitique, mettant en place des quotas d’exportation très politique, n’hésitant pas à établir un embargo sur le Japon de 2010 à 2015 après des incidents autour de Senkaku. Ce monopole s’effrite cependant rapidement, les concurrents ayant enfin mis en place des politiques de développement au sein de la nouvelle politique de souveraineté industrielle, accélérée par le Covid : ainsi le Japon a multiplié les approvisionnements en Inde, Australie, Kazakhstan, tandis que des mines sont ouvertes partout dans le monde, la Chine ne produisant plus en 20022 que 50% des minerais rares.

1. **La crise environnementale :**

Pendant longtemps les exigences du développement et le maintien de la pauvreté avaient permis aux pays asiatiques de s’exonérer des efforts environnementaux. Ainsi le protocole de Kyoto de 1997 les exonérait de toute réduction. Depuis cependant ces pays ont du réviser leurs politiques, devenus épicentres de la crise environnementale, sous la pression à la fois externe mais surtout interne de populations de plus en plus concernées.

1. **Le continent le plus pollué :**

Globalement aujourd’hui l’Asie s’annonce à la fois comme le continent le plus polluant, rejetant plus de 45% de GES par exemple, et le plus pollué du monde. Dans le classement, 4 des 5 pays les plus pollués par des particules fines sont en Asie du sud : Inde, Pakistan, Bengladesh, Népal). Cette pollution s’affirme dans tous les domaines.

Les villes concentrent évidemment la pollution, et notamment la pollution atmosphérique, avec des nuages bruns constants et des épisodes réguliers d’ « airpocalypse ». Ainsi les 151 villes les plus exposés au phénomène de pollution respiratoire se trouvent toutes en Asie, dont plus des 2/3 en Inde et en Chine. Une situation due aux centrales thermiques à charbon, aux transports en pleine explosion, aux industries encore présentes en ville en masse, enfin aux feux de décharges. Les conséquences sont évidemment désastreuses pour la santé : en Inde la perte d’espérance de vie serait d’environ 3 ans à cause de ces pollutions citadines, 1/3 des petits indiens souffriraient de maladies respiratoires. A cette pollution urbaine s’ajoutent les risques de catastrophes industrielles qui se sont multipliées, les industries étant encore très présentes en ville. La plus connue reste la catastrophe de Bhopal en 1984, avec l’explosion de l’usine de l’Union Carbide qui aurait fait jusqu’à 25.000 morts, des dizaines de milliers de blessés, entraîné une pollution des sols et des nappes phréatiques encore présente, et le développement dans les années qui ont suivi de malformations et de cancers. D’autres catastrophes peuvent être liés à l’industrialisation façon atelier et non pas à l’industrie lourde, comme l’a montré en 2013 la catastrophe du Rana Plaza à Dacca au Bengladesh : l’écroulement d’un immeuble qui était dédié aux ateliers de confections pour de la sous-traitance faisant plus de 1100 morts, advenu dans un contexte de réduction des coûts afin d’attirer les IDE et la sous traitance (l’immeuble n’était pas fait pour des ateliers, et a craqué à cause de la densité des travailleurs et du poids des climatiseurs sur le toit). Cela dit derrière cet accident se cachent de très nombreux autres qui se sont multipliés depuis dans tous les domaines, même les pays les plus développés n’étant pas exemptés, comme l’a démontré la catastrophe de Fukushima en 2011.

Les campagnes sont aussi extrêmement polluées dans tous les domaines, notamment dans la dégradation des sols, dus à l’utilisation massive d’intrants par l’agriculture productiviste et par les rejets industriels. Par exemple on estime que 16% des terres chinoises sont aujourd’hui polluées au nickel et à l’arsenic par les activités industrielles. La mise en place rapide d’une révolution verte mal maîtrisée, avec des tonnes de pesticides et d’engrais sans véritable nécessité, la mise en place de productions uniques comme le mais ou le soja au lieu de privilégier la diversité, ont épuisé de nombreuses terres, tandis que le pompage des nappes phréatiques les ont épuisé entraînant soit une pénurie soir une salinisation des terres dans les delta comme dans le Gange ou le Yantse. Les forêts ont payé le prix lourd du à l’extension des surfaces et à l’essor des cultures commerciales notamment d’huile de palme, en Malaisie et en Indonésie particulièrement : la forêt primaire est brûlée, participant à 40% du recul des forêts tropicales dans le monde au profit de plantation de palmiers. Les eaux sont aussi extrêmement polluées, avec une absence générale d’épuration, voire l’absence de service sanitaire tout court : le Yangtse coulait rouge en 2015 à cause des centaines de rejets des entreprises sur ses bords, tandis que la plupart des cours d’eau chinois sont jugés très pollués, 20% jugés dangereux au seul contact. Plus largement, le réchauffement climatique menace gravement le système des moussons et du débit de l’Himalaya, entraînant la multiplication des épisodes de sécheresses et d’inondation, et menaçant gravement le régime rizicole.

Dans ce contexte la production agricole et agro-alimentaire est particulièrement à risque, avec l’absence de normes et de contrôles stricts et des exigences de croissance de production constantes, alors que 380 millions de personnes sont encore mal-alimentés sur le continent. De nombreux scandales ont ainsi eu lieu, le plus célèbre étant en 2008 celui du lait pour nourrisson coupé avec de la mélanine en Chine, ayant entraîné des problèmes rénaux chez plus de 300.000 nourrissons, dont beaucoup sont morts= en 2014 Wallmart a du retirer de la viande d’âne contenant du renard, tandis que la même année des milliers de tonnes de tofu toxiques devaient être retirés du marché. Plus largement, la circulation animale, la mise en place de gigantesque exploitations sans normes sanitaires, l’alimentation par antibiotique et farines animales, a entraîné la multiplication de graves épizooties dont certaines sont à l’origine de pandémies mondiales, touchant parfois l’homme : H1N1 aviaire et Covid 19.

1. **Les solutions :**

Les pays d’Asie ont été obligé de s’éveiller à la question environnementale au fur et à mesure de leur développement, à la fois pour des causes internes et externes.

D’une part pour les dommages internes causés, économiques, sociaux et politiques. Ainsi les pertes financières liées à la pollution serait évaluée entre 8 et 12% du PIB chinois. Les nuisances entraînent la mobilisation sociale, qui oblige les pouvoirs à intervenir pour la stabilité politique, notamment en Chine. Les populations surtout se mobilisent, à la mobilisation des campagnes de longue date venant s’ajouter plus récemment celles des villes, menées par les nouvelles classes moyennes. Ainsi depuis la fin des années 2000 on a vu en Chine se multiplier les immenses manifestations urbaines, jamais vus depuis Tiananmen : ce fut notamment contre la production de Paraxylène (dérivé pétrochimique dangereux) en 2007 à Xiamen, 2011 à Dalian, 2012 à Ningbo, qui a fait reculer les autorités locales.

L’autre aiguillon est extérieur. C’est tout d’abord une pression internationale alors que les pays d’Asie sont parmi les principaux pollueurs, que l’ont peut notamment voir lors des grands rassemblements. Mais c’est aussi une volonté de puissance qui est à l’œuvre. Le passage au durable est aussi une opportunité économique dans un secteur en pleine croissance, avec l’enjeu de voir ses FTN devenir leader du secteur et de gagner une guerre d’innovation et de géoéconomie pour le contrôle des technologies et des matières premières (terres rares). C’est aussi une manière de développer un jeu d’influence géopolitique, en s’imposant comme une puissance d’avenir fiable et sûre : la volonté chinoise de coopérer est aussi une façon de s’imposer au moment où sous Trump les Etats-Unis se désengageaient de la question.

Les pays les plus riches ont évidemment eut plus de marge de manœuvre, mettant en place des politiques efficaces. C’est notamment le cas à Séoul, qui a mis en place une politique de Smart City alliant technologie et environnement, et ayant gagné dès 2015 l’Earth hour city challenge, classement des villes les plus environnementales mis en place par WWF. Le maire Park Won-soon a mené de 2011 à 2020 une politique ambitieuse dans les transports de développement de véhicule électrique, de transport commun, de fin des autoroutes urbaines, couplé à un encouragement à la sobriété énergétique (programme « une centrale nucléaire en moins », cherchant à réduite chaque année la conso de l’équivalent de la production d’une centrale nucléaire), à la réintroduisant d’espaces verts urbains (toits, parcs, façades, jardins,..), à un urbanisme plus économe, à la multiplication des énergies renouvelables, couplé au dvpt d’une hyperconnection et d’une autorégulation.

Les grands géants en développement cherche aussi à prendre la marché du développement durable, aussi afin de se poser comme un leader économique du secteur en plein développement et comme une puissance influente. La Chine depuis la fin des années 2000 s’est résolument engagé dans une politique plus durable, avec des objectifs ambitieux. En 2005 elle s’était ainsi engagé à réduire ses émissions de CO2 de 40% par point de PIB en 2020 ; en 2020 Xi Jinping s’engageait à un maximum de rejet en 2030 et à une neutralité carbone en 2060. Fort de ces objectifs, elle devenait un acteur essentiel des différentes COP, notamment Paris et Glasgow. Elle a adopté pour cela un tournant dans sa politique industrielle, avec une réduction claire de sa pollution : toutes les entreprises polluantes doivent désormais payer une taxe depuis 2018, tandis que les plus graves crimes de pollution sont désormais passible de mort. La décarbonation de l’économie est mise en place, avec une volonté de passer de 57% à moins de 10 % de la production d’énergie par le charbon d’ici 2030, avec une montée des énergies renouvelables à 25% (le reste c’est le gaz, plus propre, et le nucléaire), dont la Chine est désormais leader dans la production comme dans l’installation. Les objectifs annoncés semblent cependant pour l’instant difficilement atteignables.

L’Inde est dans une situation plus ambigüe, étant notamment bien moins développée, mais étant l’un des pays les plus exposés aux conséquences de la pollution et du réchauffement climatique. Elle s’abrite derrière le fait que le niveau d’émission par habitant est 10 fois inférieur à celui des I’US, 4 fois celui de la Chine, et qu’aujourd’hui encore 300 millions d’indiens vivent sans électricité et 360 millions sous le seuil de pauvreté. Cependant le discours officiel a repris celui du dvpt du renouvelable et du durable : l’Inde a signé les accords de Paris, et s’est engagé à réduire d’un tiers son intensité carbone par rapport à 2005 d’ici 2030, et d’obtenir la neutralité carbone en 2070. Le développement des énergies renouvelables est incontestable, avec une croissance très rapide du solaire et de l’éolien. Mais derrière les discours les faits sont moins marquants, et l’Inde reste pour l’instant centré sur son développement : l’une des premières décisions de Modi en arrivant au pouvoir a été de faciliter les normes pour l’ouverture de centrales thermiques.

1. **Les défis politiques :**
2. **Les transformations sociales et politiques :**
3. **L’essor des inégalités et des insatisfactions :**

Le développement de l’Asie a entraîné l’essor des inégalités, avec d’une part l’essor rapide d’une classe moyenne, alors qu’une partie de la population reste engluée dans la pauvreté traditionnelle, et d’autre part la constitution d’une classe de riches et d’ultra riches : ancienne nomenklatura ayant profité de l’ouverture, rejointe par les nouveaux capitalistes acteurs du développement. Ainsi sur l’ensemble des pays en développement asiatique, le coefficient de Gini est passé de 0,3 à 0,46, tandis qu’entre 2002 et 2012 les 10% les plus pauvres se sont appauvris au contraire des 10% les plus riches. En Chine le boom des inégalités est particulièrement notable : le coefficient de Gini est passé de 0,25 à 0,61 en 20 ans, et les 1% les plus riches concentrent 30% de la richesse nationale, soit 1O% de plus qu’en 2000. Cet essor des inégalités ont entraîné des mouvements de protestation de plus en plus violents, sur fond de dénonciation de la corruption. Les autorités répondent par un triple programme :

* Dvpt des classes moyennes.
* Lutte contre la corruption, souvent de façade.
* Répression politique.

Dans les pays développés, les inégalités progressent aussi, pour les mêmes raisons que dans les pays occidentaux, soit la libéralisation des économies et la meilleure rétribution du capital que du travail, pointé par Piketty et l’observatoire des inégalités. D’une société très égalitaire ressemblante à celle des pays scandinaves ces sociétés sont désormais dans la moyenne des pays de l’OCDE. Cette hausse des inégalités vient alimenter les insatisfactions grandissantes des nouvelles générations, qui refusent le statut d’obéissance et de génération sacrifiée de leurs ainés. L’insatisfaction générale dans une société qui met le travail et la réussite avant tout dans une optique de compétition permanente aboutit à des taux de suicide les plus hauts au monde, premier pour les Coréen, second pour les Japonais : prêt de 50 Coréens se suicident par jour, soit 2,5 fois le taux normal dans un pays de l’OCDE. Le phénomène touche particulièrement les jeunes, enfants uniques, qui sont les objets d’une compétition scolaire féroce (cours public, cours privé le soir (hagwon)) et concentrent les attentes de leur famille pour entrer dans une des plus prestigieuses universités du pays = adage « 5 heures de sommeil, examen raté, 4 heures, examens réussis ». Sur-éduqués ( 71% diplômé du supérieur, soit ¼ de plus que la moyenne de l’OCDE), ils ont en plus du mal à trouver un emploi à la hauteur de leur formation. D’où un rejet de plus en plus fort de cette mentalité de compétition permanente, suivi d’une vie d’obéissance dans une grande entreprise avec un poste à vie, qui peut passer par des comportements comme ceux des Hikikomori, jeunes refusant de sortir et cloîtrés chez eux, ou des Freeders, jonglant de postes en postes.

1. **L’essor des classes moyennes et l’évolution politique :**

De 500 millions en 2010, elles sont désormais 1 milliard, et devraient atteindre 2 milliards en 2030. Leur rôle dans la croissance par la consommation devient de plus en plus important, remplaçant progressivement le moteur des exportations, tandis que les nouveaux IDE cherchent désormais le bassin de consommation plus que la main-d’œuvre. Ainsi récemment le cabinet Price Water a estimé que 40% de la population chinoise appartenait désormais à la classe moyenne ou aisée avec plus de 15.000 dollars de revenu annuel. Au niveau mondial la classe moyenne asiatique devrait en 2030 peser pour 60% des dépenses de consommation mondiale, pour 20% pour les Européens et 10% pour l’Amérique du nord.

Ce tournant est évidemment encouragé par les autorités, notamment en Chine où le tournant vers la consommation intérieure a été officialisée en 2012, avec des soutiens à la consommation (primes à l’achat, etc..) et la mise en place d’un embryon d’Etat providence. Cela dit ces classes moyennes restent encore fragiles, à la merci des crises comme le covid, et handicapées par l’inexistence d’Etat providence, les obligeant à diriger leur revenu vers l’épargne plus que la consommation.

L’essor des classes moyennes, de leurs aspirations pour plus de conforts et de liberté sur fond de développement de la liberté individuelle, a entraîné des impacts politiques forts. Les revendications pour plus de liberté se sont multipliées, appuyées de plus par des acteurs économiques qui considèrent que le système économique corrompu et contrôlé nuit à la croissance et aux IDE qui redoutent un tel manque de visibilité. Cette montée des aspirations s’est de de plus appuyé sur le développement des réseaux sociaux, espace de liberté difficilement contrôlable par les pouvoirs, qui ont permis aux porte-parole des droits de se faire entendre et aux mouvements de s’organiser (mouvement des parapluies à H-K). On a ainsi vu par exemple en Chine dans les années 2000 se multiplier les appels à des avocats du droit, à des ONG, par les classes moyennes pour défendre leurs points de vue. Dans les années 90, portée par la vision optimiste d’un ordre libéral de Fukuyama et de la mondialisation heureuse de Minc, triomphe alors l’équation libérale « dvpt économique = libéralisation et démocratisation à terme portée par les classes moyennes-, qui semble se vérifier par la démocratisation de Taiwan, Singapour et la Corée. Lorsque les dictatures ne deviennent pas des démocraties, les revendications démocratiques se multiplient dans les autres pays : Tiananmen en Chine, Aug San Suu Kyi au Myanmar obligeant la junte militaire à démocratiser en partie le régime en 2012.

Cependant cette vision s’est heurtée à la réalité : la plupart des pays asiatiques n’ont pas basculé dans la démocratie, connaissant parfois au contraire un raidissement autoritaire. Dans l’ensemble, la zone reste marquée par la prépondérance des régimes autoritaires :

* La Mongolie, le Cambodge (monarchie), le Laos, le Vietnam, la plupart des pays d’Asie centrale sont des pays héritiers de systèmes totalitaires de type soviétiques, et gardent des systèmes très autoritaires et largement corrompus.
* La Chine a rapidement fin aux velléités démocratiques avec les événements de Tiananmen. Si dans les années 2010 certaines libéralisations ont été réalisées sous le gouvernement de Hu Jintao, globalement le système reste une dictature totalement assumée, avec comme socle idéologique une nouvelle forme de société qui associerait économie de marché et dictature politique, base d’un ordre illibéral présenté comme typiquement chinois et s’opposant à l’ordre libéral occidental : ainsi Xi Jinping dans son rêve chinois parle toujours d’une « société socialiste aux caractéristiques chinoises ». Le modèle chinois associe ainsi un capitalisme parfois hyper violent mais où l’état reste omniprésent, et une dictature de masse, sous l’égide d’un nationalisme forcené : la surveillance de masse, la terreur, la répression permanente, l’envoi aux laogai, les exécutions massives restent d’actualité, la lutte contre les ONG, les défenseurs des droits de l’homme, etc…. La mort de Liu Xiaobo, prix nobel de la paix, en prison, la répression du mouvement des parapluies de Honk-Kong en 2014 et en 2019 et la mise au pas de l’île démocratique soulignent que Pékin ne s’encombre même pas d’un voile pudique. Dès lors, pour survivre à l’essor des classes moyennes et à leur aspiration, les dirigeants chinois ont développé depuis les années 2000 une stratégie dite « d’enveloppement social » = lié les nouvelles classes moyennes héritées du développement au régime. Pour cela elles misent à la fois sur la diffusion d’une idéologie mixant hyper-nationalisme (et notamment propagande anti-japonaise et anti-occidentale), néo-confucianisme et rituel marxiste-léniniste, et sur un compromis assurant la poursuite du développement et la prise en compte de certaines demandes = sécurité sociale, lutte anti-corruption, mesures environnementales. Plus récemment avec Xi Jinping la réponse s’est aussi enrichie du retour d’un autoritarisme personnalisé, qui rompt avec la direction collégiale mis en place depuis Deng Xiao Ping. Xi Jin Ping cumule depuis 2017 les postes de président, premier secrétaire du parti et président de la commission militaire centrale, les trois postes les plus importants du pouvoir en Chine, et a placé tous ses fidèles à tous les postes clefs, tandis que sa pensée est désormais égale à celle de Mao et est inscrite dans la constitution. Le totalitarisme chinois s’est raidi et accompagné d’un volonté de contrôle totale de la population, notamment par le contrôle du cyberespace. Celui-ci fait face à un contrôle de plus en plus sévère, le projet bouclier d’or s’étant mué en « muraille de Chine virtuelle », tandis que les leaders privés du secteur ont du rentrer dans le rang, après l’exemple de Jack Ma. Les premiers essais d’un cyber totalitarisme à l’échelle de quelques villes (Suqian, nord de Shanghai, 5 millions d’habitants), avec un crédit social de mille points (Don du sang : + 50 ; traversée au feu rouge : -20), lié à des facilités dans l’accès aux services, laisse rêveur…
* Les pays démocratiques semblent connaître un virage vers l’autoritarisme : en Inde le gvt Modi qui tombe dans la démocrature ; au Myanmar la junte qui reprend le pouvoir en 2021 en remettant Aug Kan en tôle ; au Philippine l’élection de Rodrigo Duterte, un populiste demandant de buter du toxico jusque dans la rue. Et si la Malaisie, le Japon et la Corée du sud semblent démocratique, de fait le même parti conservateur reste plus ou prou au pouvoir depuis 60 ans. Seule l’Indonésie connaît une véritable alternance.
1. **Les problèmes de corruption :**

Le capitalisme asiatique est marqué par une corruption endémique, avec une collusion du politique et de l’économique qui fait parler de démocratie de connivence. Cela s’explique d’une par une culture du 1/3 entremetteur, où dans la culture asiatique l’on doit passer par un tiers pour établir un contact, tiers que l’on doit évidemment remercier par des cadeaux appropriés. Derrière cette explication un peu foireuse de vernis culturel, les grandes causes de la corruption sont bien sûr le développement rapide sur fond de pauvreté, l’absence de garde fou, et le poids de l’Etat dans l’économie.

Il faut garder en tête que le capitalisme asiatique est très étatisé et dirigiste, fondé sur une tradition qui remonte au Japon du XIXème siècle où l’Etat avait dirigé la première industrialisation. La Chine n’a pas basculé dans une économie libérale mais dans un socialisme de marché : la majorité de son économie reste publique, gérée par des immenses conglomérats publics très peu concurrentiels et efficaces, mais qui permettent d’employer en masse et de ne pas avoir de chômage. L’économie elle-même est totalement dirigée, avec des plans quinquennaux qui guident la croissance, et des financements qui restent ultra majoritairement public à travers des banques qui sont de toute façon publiques, tandis que le marché est protégé par des droits de douanes et des réglementations importantes. L’Etat est un fer de lance des investissements et de la croissance, grâce à des plans de relance permanente qui se chiffrent à des centaines de milliards d’euro, et qui endettent d’ailleurs les autorités locales. Les anciens pays communistes que sont le Cambodge, le Laos, le Vietnam, sont encore plus marqués par cette omniprésence de l’Etat dans l’économie. Mais même dans les autres pays plus libéraux, l’Etat reste bien plus présents que dans les économies occidentales : en Inde depuis l’iSI et le Licence Raj, l’Etat cède de le pas à la vitesse de l’éléphant au pas ; au Japon, en Corée, il reste stratège et investisseur, avec de vastes plans souples et de relance, alors que l’économie est encore marquée par la présence d’un secteur public très important. Dans ces pays industrialisés, l’économie reste marquée par un marché oligopolistique voire monopolistique, dominé par les Chaebols et les Keiretsu, qui génèrent entre 60 et 80% du PIB. La collusion entre ces quelques familles qui possèdent ces FTN et les dirigeants politiques est très forte, sur fond de services rendus et de financement des partis, dressant ainsi le portrait d’un capitalisme obscur et marqué par la corruption. Les derniers dirigeants ont fait la promesse de tenter de régler cette corruption, sans grands effets pour l’instant.

Cette corruption institutionnalisée est cependant remise en cause par les classes moyennes et par les milieux d’affaires, qui y voient un frein à l’intégration des économies dans l’économie mondiale. De nombreux mouvements ont éclos dans différents pas pour dénoncer la corruption. En Inde par exemple c’est le parti de « l’homme ordinaire » qui a organisé une longue marche contre la corruption avant de prendre Delhi aux municipales ; en Corée la première ministre Park Geun-Hye a du démissionner en 2016 face aux mouvements de foule de masse suite aux révélations de sa corruption par l’héritier du groupe Samsung, Lee Jae-yong, qui avait versé plus de 17 millions de dollars à ses fondations contre des autorisations de fusion, tandis qu’un vaste mouvement anti-corruption entraîné la mise en examen de 10 des 17 dirigeants de Chaebols, dont Lee Jae-yong condamné à 15 ans de prison. En Chine le pouvoir s’est aussi emparé des cas de corruption, en instituant une terrible « commission de discipline » s’appuyant notamment sur la population et en demandant des dénonciations (multiplication de dénonciation sur le net, dont de nombreux autorités locaux avec des prostitués, mais aussi certains relevés de propriétés de caciques locaux disposant de biens mal acquis), mais en utilisant aussi cette arme pur faire place nette dans les jeux de pouvoir contre les rivaux et les tycoons : au final plus de 1,3 millions de membres du PCC ont été emprisonnés entre 2012 et 2017 pour motifs de corruption, dont 50 grands dignitaires. Dans le domaine politico-économique, cette arme a servi notamment à Xi Jiping à détruire l’influence de l’ancien premier ministre Li Peng, dont la fortune était lié au contrôle de l’hydroélectricité.

1. **Les conflits et minorités :**
2. **Les ZIR :**
3. **Evolution du régionalisme :**

Depuis l’Antiquité les tentatives d’hégémonie régionale sont portées essentiellement par la Chine, qui lors de ses cycles d’ouverture cultive son expansion territoriale et met sous tutelle les différents royaumes de la région, du Vietnam au Japon. A partir de la fin du XIXème, le relais est pris par le Japon, dans une optique à la fois de puissance et de faire main-basse sur les matières premières nécessaires à son développement économique. La création dans l’entre-deux guerre de la fameuse « sphère de coprospérité de la Grande Asie orientale », en réalité zone de prédation japonaise, en fut l’expression la plus évidente.

A la fin de la seconde guerre mondiale, l’Asie ne va par contre pas connaître le développement du régionalisme tel que le connaît le reste du monde, notamment l’Europe et l’Amérique latine. Les explications sont multiples :

* Fracture de la guerre froide.
* Pays en général dictatoriaux qui n’aiment guère partager le pouvoir.
* Pays en général lancés dans des logiques de développement très protectionnistes qui n’adhèrent pas au libéralisme nécessaire au régionalisme.

Deux initiatives régionales importantes connaissent malgré tout le jour dans les années 60. La première est la naissance de la Banque asiatique de développement (BAsD), sur le modèle de la BIRD, dont l’objectif est le financement du développement dans la région. Mise en place par le camp occidental dans une perspective de guerre froide, elle accueille aujourd’hui 48 membres, et est encore perçue comme un outil Americano-Japonais, qui contrôlent à eux seuls 31% des votes. L’autre initiative est la naissance de l’ASEAN (association des nations du sud-est asiatique) en 1967, qui regroupe l’Indonésie, les Philippines, la Malaisie, la Thailande et Singapour. L’objectif est alors uniquement sécuritaire, afin d’établir une zone de stabilité sur les détroits, avec des conférences sur la sécurité commune, ainsi qu’une lutte contre les déstabilisations internes menés par les communistes.

Il faut donc attendre la fin de la guerre froide pour voir enfin le régionalisme se développer dans la zone asiatique. La fin de la rupture est/ouest, non moins que l’ouverture à la globalisation et au libre-échange permettent et incitent les états à construire des ZIR afin de développer le libre-échange régional et de contrôler le libre-échange mondial, poussées par les firmes et les dirigeants économiques de leurs économies. La prise de conscience de l’opportunité d’un développement sous forme de corridor asiatique ou de la dépendance en matière d’acheminement des matières premières joue aussi un rôle majeur. Mais il s’agit aussi d’initiatives sécuritaires dans le contexte d’un bouleversement de la géopolitique mondiale, avec l’émergence de nouvelles puissances, comme l’Inde ou la Chine, et le retour de certaines, comme la Russie.

Dès lors les ZIR vont se multiplier dans la phase appelé institutionnellement « néo-régionalisme », avec des coopérations régionales multi-dimensionnelles, d’abord économique, mais aussi sécuritaire et mêmes culturelles. Le régionalisme asiatique est cependant spécifique, marqué à la fois par une faible intégration institutionnelle (un « régionalisme light », contrairement par exemple à l’UE, mais à la multiplication des ZIR à toutes les échelles :

* Ainsi la plupart des ZIR ne dépassent pas l’entente économique et au mieux la zone de libre-échange. La plupart se contentent de relations bilatérales, avec juste des rencontres entre chefs d’états et ministres, sans institutions véritablement propres. Si l’on prend l’Asean, les décisions sont prises uniquement au sein du Coordinating council, qui regroupe ministres et chefs d’Etat, et l’administration permanente à Jakarta ne compte que 300 personnes, à comparer au 60.000 de l’UE !
* Il existe en 2021 125 accords régionaux en vigueur, qui s’entremêlent formant ce que l’économiste Jagdish Bhagwati un « bol de spaghetti » en 1995.
1. **Les principales ZIR :**

**Plusieurs structures régionales ont vu le jour depuis les années 90 :**

* Au niveau Pacifique en 1989 est créé l’APEC (Coopération économique pour l’Asie-Pacifique) par les US, Le Japon et l’Australie, qui réunit aujourd’hui 21 Etats des deux rives. Simple forum de discussion, il envisage à terme une zone de libre-échange (la FTAAP.
* En Asie du Sud est créé la SAARC en 1985, regroupant l’Inde, le Sri Lanka, Le Bengladesh, le Myanmar, le Népal, le Bhoutan, les Maldives, le Pakistan et l’Afghanistan. La ZIR est cependant bloqué par les antagonismes.
* En Asie centrale outre les structures régionales dominées par la Russie on retrouve l’organisation de coopération de Shanghai créé en 2001 issu du groupe de Shanghai, dominé par la Chine. L’entrée de l’Inde et du Pakistan en 2017 puis de l’Iran lui a donné plus de poids, et une incarnation d’un axe illibéral.
* L’ASEAN reste la ZIR centrale de la région. Elle connaît un bond en avant dans les années 90 avec l’adhésion du Vietnam, du Laos, de la Birmanie et du Cambodge, et un projet de zone de libre-échange, mais aussi de coopération militaire et culturelle. En 2010 la zone de libre échange voit le jour, devenant Communauté économique de l’ASEAN, rassemblant 660 millions de consommateurs pour un PIB de 3000 milliards de dollars, 5ème ZIR mondiale. La coopération militaire se renforce, notamment sur le contrôle du détroit de Malacca.

D’autre part l’ASEAN devient central dans les différents dialogues de la région. Elle crée notamment en 2005 le sommet de l’Asie orientale, forum de sécurité où siège annuellement 18 pays, dont la Chine, l’Inde, les US et la Russie, pour stabiliser la région. Le forum QUAD est aussi lancé lors d’une réunion du Sommet. Parallèlement elle renforce coopération et dialogue avec différents acteurs importants régionaux ou au-delà : c’est la création de l’ASEAN+3 en 97 dans un contexte de diffusion de la crise économique, avec le Japon, la Corée du Sud et la Chine. Actuellement un ASEAN+6 est en cours de négociation avec l’Australie, la N-Z et l’Inde. Enfin l’Asean est le moteur de la coopération lors du dialogue Europe-Asie, lancé en 1996, qui réunit l’UE et tous les Etats asiatiques hors ex-URSS et Corée du nord.

* De très nombreuses initiatives régionales ont vu le jour à des échelles plus grandes, sous formes de corridors et triangles de croissance, afin de consolider des espaces d’échanges en cours de développement et d’intégration, sur fond de différentiel de développement et de ZES, financés par les grandes banques mondiales, BIRD, NAsD, et plus récemment BIAA. Ce fut par exemple le cas dès les années 80 avec le triangle de croissance entre Taiwan, H-K et les provinces chinoises ouvertes du Guandong et du Fujian, dans le cadre de l’ouverture chinoise. Depuis ils se sont multipliés comme le Sijori, entre Singapour, l’archipel de Riau en Indonésie et l’Etat de Johor au sud de la Malaisie. Depuis les années 90 aux triangles se sont additionnés les corridors, dont les plus célèbres sont dans le projet du Grand Mékong.
1. **Les limites de l’intégration :**

Malgré les très nombreuses initiatives régionales, les résultats restent très mesurés.

D’une part l’intégration économique reste restreinte. L’APEC est ainsi en échec, la zone de libre-échange prévue n’ayant jamais vu le jour, les pays libéraux anglo-saxons s’opposant aux pays plus protectionnistes asiatiques. L’ASEAN est un succès des plus limités, n’ayant pas su créer un espace économique réellement intégré. La part du commerce intra-régional ne représente en effet que 25% des échanges commerciaux et 15% des investissements des pays. Une situation qui s’explique par la nature des pouvoirs politiques, qui restent en général des pouvoirs autoritaires attachés au protectionnisme et au rôle majeur de l’Etat dans l’économie. Résultat il n’y’a pas réellement de marché commun, et même la zone de libre-échange reste restreinte, en ce sens où chaque pas a mis en place des régulations complexes et des exceptions pour compenser la baisse des droits douane. D’autre part, dans la même logique, les institutions centrales et les budgets des différentes ZIR sont très réduits, dans le but de ne pas réduire le pouvoir des Etats, ce qui rend leur action relativement faible et les financement des projets très réduits. Derrière les ZIR, les relations économiques de la région sont en réalité surtout guidées par des relations bilatérales, tournés vers la Chine, l’Inde ou les deux pôles occidentaux.

Il en va de même pour le fonctionnement politique et sécuritaire, chaque pays refusant l’ingérence des ZIR. En réalité au sein des ZIR sont discutés les affaires sans importances, comme le décrit en 2021 le ministre des affaires étrangères philippins : l’Asean ressemble à une bande de gars toujours d’accord les uns avec les autres sur des choses sans importances. » La SAARC par exemple est bloquée par les contentieux entre l’Inde et le Pakistan, et est impuissante à régler leurs conflits. De la même façon l’ASEAN est impuissante à régler les quelques conflits entre ses membres, comme les revendications croisées entre le Cambodge et la Thaïlande pour le temple de Preah Vihear, ou les conflits internes, comme le coup d’Etat militaire en Thaïlande en 2014 ou la situation chaotique au Myanmar entre coup d’Etat et répression des minorités. Au niveau militaire chaque pays est très jaloux de son indépendance, et il n’existe en réalité que peu de concertation et d’actions communes. Exemple type, lors de la disparition du vol de la Malaysia Airlines en 2014, chacun des Etats a refusé de divulguer les informations qu’il possédait au nom de la sécurité nationale. Enfin face à la Chine l’Asean marche en ordre dispersé, entre pays presque satellisés comme le Cambodge et le Laos et la Birmanie, neutre comme la Thaïlande, l’Indonésie, la Malaisie, Singapour, ou méfiante comme le Vietnam ou les Philippines.

Enfin depuis la fin des années 2000, le principal obstacle a l’intégration régionale vient du réveil des rivalités des grandes puissances. La crise de 97 avait fait comprendre aux puissances asiatiques l’importance de la stabilisation économique de la zone par une meilleure coordination : le Japon dont la stratégie de puissance passe notamment par une stratégie d’influence par le biais de ses FTN puis la Chine, dans sa stratégie de Bon Voisinage, avait donc permis de créer l’ASEAN +3. Depuis des zones de libre-échange ont été créé entre ces 3 pays et l’ASEAN (le CAFTA pour la Chine, le JAFTA pour le Japon). A partir de la fin des années 2000 cependant les projets deviennent concurrentiels dans le champ plus vaste du conflit US-Chine. Les Etats-Unis lancent le projet de Partenariat Transpacifique (TPP), signé en 2016 par 12 pays, créant une zone de libre-échange. La Chine va répliquer par la RCEP (partenariat économique global), un partenariat moins contraignant que le TPP, signé en 2020, mais sans l’Inde, et surtout étendre l’Organisation de Shanghai, qui comprend de nouveaux membres et observateurs, créant un axe clairement illibéral contre un axe libéral. Le retrait du TPP par les US en 2017 a cependant affaibli la position américaine. Sa place a été reprise par le Japon, qui en fait un fer de lance de sa politique économique et politique.

1. **Un élargissement : l’Indo-Pacifique :**

Depuis peu la zone régionale s’est étendue, passant du Pacifique à l’Indo-Pacifique= compo des vacances.